

Climat

En route pour Copenhague !

samedi 21 novembre 2009, par [GAY Vincent](#), [JOLITON Damien](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2009).

Sommaire

- [CHANGEMENTS CLIMATIQUES : \(...\)](#)
- [COPENHAGUE : UN SOMMET SANS](#)

Lors du sommet économique Asie-Pacifique, les représentants de l'administration Obama ont déclaré qu'il était « *irréaliste de croire qu'un accord international et légalement contraignant puisse être négocié entre aujourd'hui et le sommet de Copenhague* ». Par ailleurs, ce sommet n'a finalement pris aucun engagement précis en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Les États-Unis comme de nombreux autres États refusent toute contrainte, tout objectif chiffré, et préfèrent reculer au plus tard les échéances, afin de laisser plus de marges de manœuvre à leurs entreprises. Ce ronron des négociations doit être bousculé par les mobilisations populaires.

À Copenhague se tiendra pendant plusieurs jours un sommet alternatif et une manifestation internationale, autour notamment de la défense de la justice climatique face à la crise dans laquelle nous précipite le productivisme capitaliste. Des actions sont d'ores et déjà prévues sur l'ensemble de la planète le 5 décembre. Mais il faut aussi être le plus nombreux possible à Copenhague le 12 décembre.

Pour s'y rendre, des transports collectifs sont organisés : un train européen au départ de Paris, déjà complet ; des cars au départ de Paris organisés par Urgence climatique Justice sociale, le vendredi 11 décembre à 12 heures, retour le dimanche 13 vers 18 heures. Prix : 75 euros par personne (possibilité de tarifs jeunes/chômeurs).

Inscription et contact : [carcopenhague gmail.com](mailto:carcopenhague@gmail.com) et [copenhague npa2009.org](http://copenhague.npa2009.org) avec nom prénom, téléphone, mail, adresse, éventuellement organisation. Chèque à envoyer à l'ordre du NPA, à l'adresse : Cars pour Urgence climatique Justice sociale, c/o NPA, 27, rue Taine, 75012 Paris. Un car pour les deux semaines, au départ de Paris (en provenance de Toulouse) le mardi 8 décembre au soir et retour le samedi 19 en fin d'après-midi : [manifeste desobeir.net](http://manifeste.desobeir.net)

Un car au départ de Nantes, le jeudi 10 décembre.

NPA

Contact : [enroutepourcopenhague ouvaton.org](http://enroutepourcopenhague.ouvaton.org)

Inscrivez-vous rapidement. Plus d'infos : <http://climatjustice.org/>

* *Paru dans Hebdo TEAN n° 31 (19/11/09).*

CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LES NÉGOCIATIONS VONT DANS LE MUR

Par Vincent Gay

Le sommet international de Copenhague qui se tiendra en décembre prochain sera d'une importance capitale quant à l'avenir de la lutte contre les dérèglements climatiques et leurs conséquences sur les populations du globe. La dernière phase de discussion qui s'est déroulée à Bangkok montre les blocages opérés par les principaux pollueurs de la planète.

Alors que le dernier rapport des Nations unies analyse une aggravation des dérèglements supérieure à celle diagnostiquée par le Groupe international d'études sur le climat (Giec) et qu'un récent rapport britannique montre que la température globale pourrait augmenter de 4°C d'ici 2060, les grandes puissances font tout pour ne pas être contraintes à opérer les changements nécessaires.

Ainsi, l'alliance entre les États-Unis et l'Union européenne vise à ficeler un accord sans objectifs contraignants, paré uniquement de belles promesses. D'un côté, ces puissances se fixent des objectifs inférieurs aux plus basses recommandations du Giec (l'Union européenne, par exemple), ou refusent tout engagement, comme les États-Unis, la Russie, le Canada ou la Nouvelle-Zélande. De l'autre côté, les grands pays en développement se disent prêts à s'engager sur des objectifs précis.

De fait, il s'agit là de revenir sur un des principes positifs du protocole de Kyoto, celui de la « responsabilité commune mais différenciée » qui enjoignait aux pays industriels de baisser leurs émissions de gaz à effet de serre en priorité, avant ceux du Sud.

Désormais, il s'agit pour les pays industriels d'imposer un accord impliquant à parts égales tous les États, sans tenir compte ni de leur responsabilité historiques ni des niveaux différents de richesses. Jean-Louis Borloo a beau jeu de parler d'un destin du monde qui se jouerait à Copenhague. Laisser le destin du monde dans les mains des industriels, des multinationales et des gouvernements à leur service ne pourra engendrer que de nouvelles catastrophes.

Qui va payer ?

Au-delà des engagements chiffrés et des moyens pour y parvenir, l'opposition se cristallise entre grandes puissances et pays les plus pauvres, dans lesquels les populations seront les premières menacées, sur la question des financements des fonds d'adaptation nécessaires aux pays pauvres, pour faire face au dérèglement climatique. Là encore, les pays industrialisés refusent d'acquitter leur dette. L'Union européenne propose par exemple que les financements de tels fonds proviennent pour 40 % de l'argent tirés des marchés du carbone, et que le restant des budgets soit à la charge à même hauteur des pays développés et des pays du Sud.

Autrement dit, les États, quelle que soit leur responsabilité, devront payer la même chose, et surtout la majeure partie de ces fonds reviendra à des mécanismes non seulement inefficaces mais qui de surcroît sont un nouvel outil pour l'impérialisme et permettent aux pays industrialisés de se défausser sur ceux du Sud. Les peuples de ces pays sont ainsi doublement piégés : par l'argent qu'ils devront verser et par la délocalisation des réductions de gaz à effet de serre qui seront à leur charge.

Les propositions des pays africains s'orientent vers une autre logique, puisqu'ils proposent de prélever 5 % du PIB des pays développés pour alimenter les fonds d'adaptation.

De plus, les puissances impérialistes souhaitent que ce soient les institutions à leur service et dans lesquelles elles sont majoritaires qui gèrent ces fonds, en particulier la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Quand on connaît les plans d'ajustements structurels imposés par de telles institutions, on ne peut que refuser fermement une telle perspective.

Droits des peuples ou droit du plus fort ?

Ne soyons pas naïfs sur les velléités de nombreux gouvernements du Sud de lutter radicalement contre les changements climatiques. Cependant, il est certain que l'unité des pays industrialisés est une arme de guerre contre leurs peuples et qu'ils ne peuvent accepter passivement ce qu'on veut leur imposer.

Mais désormais, c'est d'abord sur l'alliance des peuples, des indigènes, des mouvements sociaux et environnementaux qu'il faut s'appuyer, en toute indépendance vis-à-vis des États. Une manifestation a eu lieu à Bangkok le 5 octobre qui a rassemblé les populations thaïes menacées par de gros projets industriels (barrages, centrales...), la coalition Climate Justice Now, le réseau Via Campesina et des délégations internationales. I

Il est urgent de donner le plus d'ampleur possible à ce type de mouvements pour dénoncer les premiers responsables et pour défendre un plan d'urgence de sauvetage du climat à l'échelle internationale.

D'ici à décembre, informer sans relâche et mobiliser sur ces enjeux primordiaux sera une tâche prioritaire pour les militants du NPA, et pour bien d'autres, afin, tout simplement, de faire de ce monde un monde vivable, égalitaire et démocratique.

** Paru dans Hebdo TEAN n° 26 (15/10/09).*

COPENHAGUE : UN SOMMET SANS HAUTEUR

Par Damien Joliton

Les rapports scientifiques se succèdent et confirment qu'au-delà d'une élévation de 2°C de la température moyenne du globe par rapport à l'ère pré-industrielle, les bouleversements, tant pour les populations que pour la biodiversité, seront désastreux.

Face à un risque comme n'en a jamais connu l'humanité, le Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat) estime que, pour éviter une élévation de température supérieure à 2°C, les pays développés devront réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40 % d'ici 2020, et de 80 à 95 % d'ici 2050, par rapport à leurs émissions de 1990.

Les émissions mondiales devront être passées par un pic avant 2015. Après cette date elles devront impérativement décroître.

Au niveau mondial, les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de 50 à 85 % d'ici

2050, par rapport à leur niveau de 1990.

Face à ces nécessités impérieuses, l'action concrète est des plus urgentes. Les réponses que donneront les négociateurs internationaux devront être radicales et remettre profondément en cause les moyens jusqu'ici prescrits pour répondre aux [règlements climatiques.

Cependant, il y a fort à craindre que ces [négociations se déroulent dans la droite ligne [libérale, impérialiste et techniciste) des conférences précédentes.

Une prise de conscience sélective

La situation internationale a évolué depuis le protocole de Kyoto : prise de conscience croissante dans toutes les opinions internationales, consensus scientifique quant à l'urgence, changement de majorité en Australie et surtout aux États-Unis, pression croissante des pays les plus pauvres...

Cependant, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que cela ne pèsera pas lourd face aux velléités des dirigeants de prendre le moins d'engagements chiffrés et vérifiables possibles.

Plusieurs éléments sont à surveiller de très près :

1 les engagements chiffrés :

De nombreux États prennent actuellement des engagements qui ne sont pas à la hauteur des préconisations les plus modestes. Ainsi, l'Union européenne, qui veut jouer le rôle de leader en matière de climat, ne s'est engagée à réduire ses émissions que de 20 % en 2020 par rapport à 1990 alors que le Giec préconise une réduction de 25 à 40 %.

2 la date de référence quant aux réductions affichées :

Certains pays, comme les États-Unis, affichent des engagements qui peuvent paraître ambitieux, mais ils prennent comme référence les émissions de 2005 et non celles de 1990 (beaucoup plus [aibles).

3 l'extension des mécanismes de flexibilité :

Le protocole de Kyoto introduisait la possibilité des mécanismes d'échanges marchands de droits à polluer et de soutien à des projets non polluants dans les pays en développement, afin d'exonérer les industries du Nord de leurs responsabilités ; mais ces mécanismes restaient limités. Le risque est grand de les voir devenir la norme et non [exception.

4 la priorité accordée aux solutions technologiques :

Les tenants du « capitalisme vert » ou du « new deal écologique » veulent donner la priorité aux nouvelles technologies (des agrocarburants, voiture et charbon « propres »...) autant de chimères qui pourront donner lieu à des profits bien réels mais qui ne peuvent être des solutions face aux dérèglements climatiques.

Une mobilisation plus que jamais nécessaire

Si nous ne voulons pas que le cynisme des puissants de ce monde n'entraîne de profonds déséquilibres climatiques, touchant en premier lieu les plus pauvres, il sera nécessaire d'imposer aux dirigeants des engagements ambitieux. Pour cela, une large mobilisation est nécessaire. Au sein de ce mouvement, nous avons pour tâche de favoriser la constitution d'un courant anticapitaliste et

antilibéral qui s'oppose résolument aux solutions proposées par les dirigeants des grandes puissances. Ce mouvement devrait alors promouvoir des solutions en rupture avec le système et qui mettraient au premier plan la nécessité d'une réponse aux besoins sociaux des populations par des moyens démocratiquement décidés et prenant en compte les contraintes environnementales.

** Paru dans la Revue TEAN n° 3 (septembre 2009)*
